



Les agrocarburants ne sont pas la panacée

Jacques Bourgeois, directeur de l'Union suisse des paysans, conseiller national, vice-président de la CEATE-N

Dans un monde où plus de 850 millions d'êtres humains souffrent encore de la faim, la tâche principale de l'agriculture est de produire suffisamment de denrées alimentaires. Les surfaces existantes doivent donc être exploitées en première priorité pour l'approvisionnement de la population mondiale. L'importation d'agrocarburants issus de matières premières alimentaires n'est de ce fait pas une option d'actualité pour la Suisse.

Aujourd'hui, en Suisse, les agrocarburants couvrent moins de 0,2 pour cent des besoins annuels en carburants. A l'échelle planétaire, ils fournissent 2 pour cent seulement de l'énergie nécessaire aux transports. En Suisse, si l'on consacrait la totalité des terres ouvertes à la culture des betteraves sucrières et du colza pour produire des agrocarburants, on ne parviendrait à fournir que 10 pour cent environ de notre consommation. Cet exemple montre que les agrocarburants ne sont pas la panacée qui permettra d'assurer l'avenir de la mobilité.

Cette initiative demande l'application d'un moratoire de cinq ans pour l'introduction des agrocarburants. Le biogaz, les carburants produits à partir de déchets alimentaires, agricoles et forestiers et les huiles usées seraient toutefois épargnés par cette réglementation. Cette précision est importante pour l'agriculture suisse, car la production de carburant à partir de déchets est judicieuse. Pour ma part, je ne considère pas cette pause de réflexion de cinq ans comme un adieu définitif à la production de carburants à partir de la biomasse cultivée. Cette pause doit plutôt nous offrir l'occasion de procéder à un inventaire complet des possibilités et des limites des agrocarburants et de nous livrer à une discussion critique sur le futur énergétique de la Suisse.

La Suisse doit assurer la sécurité de son approvisionnement en énergie. Dans cette perspective, le recours à plusieurs sources d'énergies est pertinent. En l'occurrence, il s'agit de ne pas exclure les agrocarburants et leur potentiel de développement, entendez par là les agrocarburants de la seconde génération, ceux produits à partir de la biomasse forestière, etc.

La tâche principale des familles paysannes suisses est et restera toutefois d'assurer l'approvisionnement de la population en aliments de qualité, fournissant également à l'échelon planétaire leur contribution à la sécurité de l'approvisionnement alimentaire. Mais pour maintenir la production agricole indigène, il faut que les produits agricoles destinés à l'alimentation humaine soient payés un prix correct. Le paysan est en effet un entrepreneur. En l'occurrence, le maître-mot est ici la souveraineté alimentaire. Chaque pays doit avoir le droit de se doter de la politique agricole qui répond aux exigences de sa société et à ses propres attentes. Nous ne devons toutefois pas oublier que la production d'agrocarburants n'absorbe qu'un peu plus d'un pour cent de la production agricole mondiale. Elle ne peut donc pas être rendue responsable à elle seule de la récente hausse des prix des produits agricoles et de la crise alimentaire qui en est résulté.

Ce qui me laisse particulièrement songeur, c'est que la discussion sur les normes sociales et écologiques qui devraient s'appliquer à la production agricole mondiale n'ait été déclenchée que par le biais des agrocarburants. Pourtant, ces normes devraient valoir pour l'ensemble de la production agricole. Il ne saurait être question d'appliquer aux produits agricoles servant à la production d'agrocarburants des normes plus sévères que celles en vigueur pour la production alimentaire. Les monocultures pratiquées à grande échelle se caractérisent toujours par un bilan écologique négatif, on détruit les forêts pluviales pour y produire du soja ou d'autres produits et les normes sociales sont douteuses dans de nombreux pays, indépendamment de ce qu'on y produit.

Je demande que nous fassions usage de la durée de ce moratoire avec sagesse. Plaçons l'approvisionnement de la Suisse en énergie et en carburants sur la voie de la durabilité, comme l'agriculture nous en a montré l'exemple ces 15 dernières années!

La version prononcée fait foi.